

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

Bourges, le 8 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GSM Secteur Centre

Route de Berry-Bouy
18230 SAINT-DOULCHARD

Code AIOT : 0010011128

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement GSM Secteur Centre implanté Lieu-dit :Bois du Montet 18400 Villeneuve-sur-Cher. L'inspection a été annoncée le 06/02/2023.Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM Secteur Centre
- Lieu-dit :Bois du Montet 18400 Villeneuve-sur-Cher
- Code AIOT : 0010011128
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS GSM exploite une carrière de calcaire et ses installations de traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Villeneuve-sur-Cher au lieu-dit "Bois du Montet". L'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2013-1-222 du 12 mars 2013, pour une durée de 27 ans. La production moyenne autorisée est de 240 000 tonnes/an avec une production maximale autorisée est de 350 000 tonnes/an. La superficie autorisée est de 43 ha 75 a 98 ca pour une surface exploitable de 35 ha 77 a 53 ca.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- Garanties financières : actualisation,

- conduite de l'extraction : extraction à sec, extraction en gradin, abattage à l'explosif,
- prélèvement et consommation d'eau : origine, comptage,
- gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière,
- surveillance vibrations : Tirs de mines, mesures périodiques,
- suivi annuel d'exploitation,
- prévention des risques : ravitaillement,
- surveillance : émissions atmosphériques,
- installation de traitement : installations électriques, poussières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 7.3.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 1.6.5	/	Sans objet
3	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 2.3.4.1.	/	Sans objet
4	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 2.3.4.2.	/	Sans objet
5	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 2.3.4.3.	/	Sans objet
6	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 4.1.1.	/	Sans objet
7	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 4.1.4.1.3	/	Sans objet
8	Principes de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 5.1	/	Sans objet
9	Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 9.2.5	/	Sans objet
10	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 7.4.5.	/	Sans objet
11	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 1.2.1						
Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités						
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet						
Prescription contrôlée : Désignation des activités:						
ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES						
Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Redevance
2510	1	A	Exploitation de carrières	350 000	en tonnes/an	4
2515	1	E	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	430	en kW	0
2517	2	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques. La capacité de stockage étant supérieure à 10 000 m ² , mais inférieure ou égale à 30 000 m ²	20 000	en m ²	/
Situation de l'établissement ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 43 ha 75 a 98 ca pour une surface exploitable de 35 ha 77 a 53 ca et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral (annexe 1) au présent arrêté (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées).						
Communes	Lieudits	Section	Parcelles	Situation administrative	Superficie autorisée	Superficie exploitée
Villeneuve-sur-Cher	Bois du Montet	B	n°101, 104, 107 et 109 ainsi qu'une partie du chemin rural n°10	Autorisée par le présent arrêté préfectoral	43 ha 75 a 98 ca	35 ha 77 a 53 ca
Le centre de la carrière a pour coordonnées (système Lambert II étendu) X= 0892,575 m et Y= 2225,095 m						
Constats : Pas de commentaire.						
Observations : Lors de la visite du 21 février 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la puissance électrique de l'ensemble de l'installation située sur le site de la carrière est de 425 kW. L'inspection a constaté que le site de la carrière de Villeneuve relève bien des rubriques 2510-1 (autorisation), 2515-1a (enregistrement) et 2517-1 (enregistrement) de la nomenclature des ICPE. L'inspection a constaté que la situation de l'établissement est conforme à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 12/03/2013.						
Type de suites proposées : Sans suite						
Proposition de suites : Sans objet						

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 1.6.5
Thème(s) : Autre, Actualisation des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 :- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les garanties financières actuelles sont valables jusqu'au 12 mars 2023. Lors de la visite du 21 février 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection le document de demande de constitution de garanties financières dans le cadre de leur renouvellement. Après avoir consulté le document, l'inspection a constaté que le montant des garanties financières demandées a fait l'objet d'une actualisation. L'exploitant a précisé que l'acte de cautionnement est en cours d'établissement et il sera transmis dès réception à Monsieur le Préfet du Cher.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 2.3.4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction à sec
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière a pour cote minimale 126 m NGF. Le fond de fouille doit toujours se situer à au moins 1 m NGF au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales. Ce fond de fouille sera à la cote des piézométries reprises en annexe 3.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite du 21 février 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan d'exploitation de la carrière. L'inspection a constaté que le carreau de la carrière a pour cote minimale environ 128 m NGF. Le fond de fouille est situé à plus d'un mètre au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 2.3.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction en gradin
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur de chaque gradin n'excède pas 15 m au maximum. La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite du 21 février 2023, l'inspection a constaté que la hauteur des gradins n'excède pas 15 m. La hauteur des gradins est d'environ 14 m. L'inspection a constaté que la progression de l'extraction est réalisée de manière à maintenir l'accès aux banquettes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 2.3.4.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Abattage à l'explosif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables. La présence de matières dangereuses explosives est interdite sur l'ensemble du site.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a indiqué à l'inspection que le plan de tir est établi par le chef de carrière. Lors de la visite, l'inspection a consulté un plan de foration et un plan de charge. L'exploitant a précisé que 3 personnes sont certifiées « Certificat de Préposé au Tir ». Les tirs ont lieu en semaine pendant les jours ouvrables et sont réalisés par une société sous traitante (EPC France). Aucune matière dangereuse explosive n'est présente sur le site en dehors des tirs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 4.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, origine des approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes: - eau souterraine, - prélèvement maximum annuel 6000 m ³ - débit maximal horaire de 40 m ³ - débit maximal journalier de 400 m ³ . L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Lors de la visite du 21/02/23, l'inspection a constaté que l'exploitant limite les prélèvements d'eau dans le milieu. Le prélèvement d'eau pour l'année 2022 est de 457 m ³ . L'accès au forage est capoté et cadenassé. Le forage est répertorié à la Banque du Sous-Sol (BRGM). Une plaque d'immatriculation est présente « Forage Villeneuve, BSS n°003 NQMA ».
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 4.1.4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau en nappe
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle. Le registre des prélèvements doit faire apparaître les changements constatés dans le régime des eaux et les incidents survenus dans l'exploitation de l'ouvrage. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite du 21/02/23, l'exploitant a transmis à l'inspection, la fiche de relevé du compteur d'eau. Le relevé est effectué mensuellement et annuellement. La consommation d'eau pour l'année 2022 est de 457 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : PRINCIPES DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à [a gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines où carrières. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.</p> <p>Il est transmis au préfet.</p>
Constats : Conforme.
<p>Observations : Lors de la visite du 21 février 2023, l'exploitant a présenté le plan de gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan mis à jour en août 2022, a été transmis à l'inspection.</p> <p>L'inspection a constaté que le plan de gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière de Villeneuve contient tous les éléments nécessaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des niveaux de vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de la vitesse particulaire pondérée est effectuée dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis tous les ans. Cette périodicité pourra être modifiée en accord avec l'inspection des installations classées. Ces mesures sont effectuées par un organisme où une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. [...] Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite du 21 février 2023, l'exploitant a remis à l'inspection le dernier rapport de surveillance des niveaux de vibrations mesurés le 1er février 2023. La surveillance est réalisée sur un point « Ferme du Soubeau » sur la commune de Morthomiers. L'inspection des installations classées a consulté ce rapport et n'a relevé aucun dépassement des valeurs réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 7.4.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Ravitaillement et entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection que les petits entretiens des engins sont réalisés sur une aire étanche sur le site de l'installation de traitement située au Subdray. Le ravitaillement est réalisé bord à bord pour la pelle mécanique par pompage dans une cuve double paroi. L'exploitant a précisé que des kits anti-pollution sont disponibles dans tous les engins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Conforme
<p>Observations : Lors de la visite du 21 février 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la surveillance des retombées de poussières est effectuée annuellement sur 5 points par la réalisation de 2 campagnes (mars/avril et août/septembre) pour l'année 2022.</p> <p>L'inspection a constaté que la surveillance des retombées de poussières a bien été réalisée en 2021.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport annuel de suivi des retombées de poussières dans l'environnement pour l'année 2022, établi par la société TERRA Expertis.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté de non-conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques (de l'installation de broyage, concassage et criblage de produits minéraux naturels et l'installation de lavage) doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>[...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats : Les installations électriques ne sont pas maintenues en état.
<p>Observations : Lors de la visite du 21 février 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de vérification complète des installations électriques effectuée le 1er décembre 2022 (Q18 n°111670202201R001) par la société DEKRA. Ce rapport fait apparaître 7 anomalies non signalées auparavant et avec absence de danger.</p> <p>L'exploitant a résorbé l'anomalie du point n°5. L'exploitant a transmis à l'inspection un bon de commande pour une intervention de la société AEB Electricité.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs de la mise en conformité des installations.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet